



Pour sortir de la crise, il faut rompre avec l'austérité et la déflation salariale

La Banque centrale européenne (BCE) vient de prendre une décision, applaudie fortement par les financiers et jugée « historique » par la plupart des observatoires. Elle va acheter sur le marché financier, entre mars 2015 et septembre 2016, chaque mois 60 milliards d'euros d'obligations d'États. Elle espère ainsi que cette injection de l'argent contribuera à stimuler le crédit et l'investissement. Par ailleurs, elle considère que la baisse de l'euro, que cette décision devrait encourager, va favoriser les exportations européennes. À l'appui, l'expérience du Japon, des États-Unis et de la Grande-Bretagne est citée.

Cette décision marque un changement important dans la stratégie de la BCE dans un contexte où l'économie européenne est dans une crise profonde et au bord de la déflation.

La Cgt ne minimise pas l'importance de ce changement. Pour autant, le vrai enjeu porte sur l'usage qui sera fait de cette masse énorme d'argent. Les banques européennes et singulièrement françaises ne souffrent pas particulièrement d'un manque de liquidités. Si elles n'accordent pas suffisamment de crédit, surtout aux PME, pour l'emploi et l'investissement productif c'est parce qu'elles n'y voient pas suffisamment d'intérêt, ce qui les pousse à privilégier les activités de nature spéculative. En l'absence des mesures précises pour obliger les banques à privilégier l'emploi, l'investissement productif et la protection de l'environnement, rien n'empêche que cet argent supplémentaire alimente la spéculation et les marchés financiers. En outre, face à la menace de déflation, il faut augmenter les salaires et développer les services publics pour accroître la demande.

Par ailleurs, si théoriquement l'argument selon lequel la baisse de l'euro va permettre d'augmenter les exportations et donc accroître l'emploi semble séduisant, la réalité peut s'avérer plus complexe. Si par exemple les entreprises ne sont pas en mesure de produire davantage à cause du déficit d'investissement et des pertes d'emplois et de compétences, ce qui est le cas, la baisse de l'euro va provoquer la hausse des prix des importations et peser sur le pouvoir d'achat des travailleurs qui est déjà faible sans des résultats probants en termes d'exportations.

Enfin, la contrepartie de cette décision de la BCE est la poursuite des politiques d'austérité et de la diminution des droits sociaux. De plus, sous la pression allemande, cette décision consacre une désolidarisation des pays de la zone euro, car 80 % du risque de non-remboursement des obligations achetées incombera aux banques centrales nationales et non à la BCE.

La situation est grave. Pour sortir de cette crise il ne suffit pas de recopier ce qui est pratiqué au Japon, aux États-Unis et en Grande-Bretagne. D'ailleurs, ces politiques n'ont pas mis fin à la crise dans ces pays ; en revanche, elles ont augmenté les inégalités sociales qui menacent la démocratie.

Pour sortir de cette crise, il faut rompre avec la pression permanente qui est exercée sur les salaires, l'emploi, les conditions de travail depuis plusieurs décennies. Il faut aussi rompre avec les politiques d'austérité et utiliser l'argent des contribuables pour développer les services publics de qualité.

C'est le message qu'ont porté la CGT et les autres organisations syndicales lors de la manifestation du 26 janvier 2015.

communiqué

Confédération Générale du Travail

263 rue de Paris - 93516 Montreuil Cedex - Tel : 01 55 82 80 00

Montreuil, 26 janvier 2015 - Ne pas jeter sur la voie publique - www.cgt.fr